

## FONCTIONS VITALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

### MALGRÉ LES DÉFIS, LES MARCHÉS DU CARBONE PRENNENT DE L'AMPLEUR

Par Zoé Chafe

Les marchés du carbone ont été insaturés dans le but de combattre les changements climatiques, en donnant un prix au dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et à d'autres gaz à effet de serre et en permettant ensuite aux entreprises ou à d'autres entités de vendre et d'acheter le droit d'émettre ces gaz par l'entremise de permis, de crédits et d'allocations. Le volume total des émissions dans un État ou dans un pays est le plus souvent plafonné par la loi; une entreprise qui souhaiterait émettre plus que la limite autorisée peut acheter des permis d'une autre compagnie ayant réduit ses émissions en dessous de ce qui lui avait été attribué.

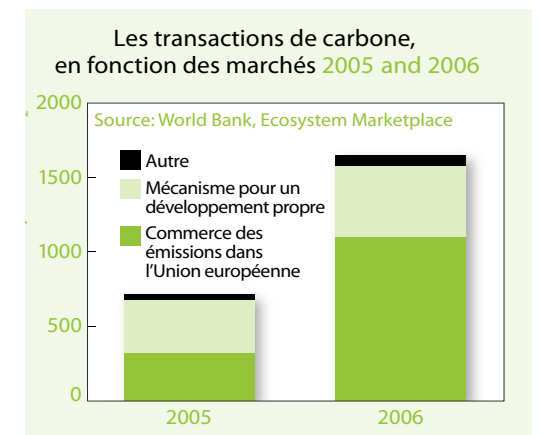
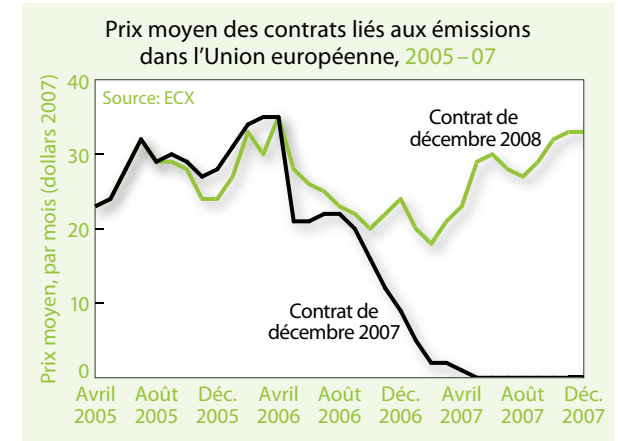


Le marché mondial du carbone a rapidement pris de l'importance au cours des deux dernières années atteignant une valeur estimée de \$ 59.2 milliards en 2007, une hausse de 80% par rapport à 2006. Le nombre des permis et des crédits de carbone négociés en 2006 a sans doute passé du simple au double par rapport à 2005.

Les marchés du carbone peuvent être obligatoires (créés par une législation nationale, voire régionale) ou volontaires. La plate-forme la plus importante pour ce commerce dans le monde, le Mécanisme d'échange des droits d'émissions de l'Union européenne (EU-ETS), est un programme obligatoire lancé par l'Union européenne afin de l'aider à respecter les objectifs d'émissions fixés par le Protocole de Kyoto. Avec l'EU-ETS, l'Union européenne prévoit d'atteindre ses objectifs de Kyoto pour un coût annuel de \$ 4,3 à \$ 5,4 milliards, soit moins de 0,1% du produit régional brut. Sans le régime EU-ETS, le coût serait approximativement deux fois plus élevé.

Malgré leurs promesses, les mécanismes tels que l'EU-ETS peuvent ne pas répondre adéquatement à certaines sources importantes de gaz à effet de serre, comme la déforestation, qui représente 20% des émissions globales. C'est pourquoi, lors des négociations sur le climat à Bali (Indonésie) en décembre dernier, la Banque mondiale a annoncé la création du *Forest Carbon Partnership Facility*, un plan visant à la fixation du carbone par les forêts à travers la lutte contre la déforestation, un instrument financier controversé permettant de verser des compensations à certains pays pour les coûts engagés dans le maintien de leurs forêts.

Les entreprises aussi bien que les individus peuvent acquérir des crédits carbone (souvent dénommés compensations) pour atténuer leurs émissions de gaz à effet de serre par l'intermédiaire du marché volontaire du carbone. Les crédits sont échangés hors cotations, ou par l'intermédiaire d'un mécanisme de commerce comme le *Chicago Climate Exchange (CCX)*. On estime qu'en 2006, 26,7 millions de tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ont été échangées sur le marché volontaire, dont environ 10,3 millions de tonnes par l'entremise du CCX. Le CCX a rapporté que son volume d'échange s'était élevé à 22,9 millions de tonnes en 2007.



Question critique: quand les Etats-Unis fixeront-ils une limite à leurs émissions de carbone et se lanceront-ils le commerce du carbone? Actuellement champions du monde des émissions de carbone, les Etats-Unis sont le seul pays industrialisé à ne pas avoir ratifié le Protocole de Kyoto et son inaction menace d'anéantir les efforts des 176 autres pays (parmi lesquels ceux de l'Union européenne) qui l'ont ratifié. Cependant, un certain nombre d'initiatives d'États et de régions, aux Etats-Unis et au Canada, prennent de l'ampleur. L'Initiative régionale sur l'émission de gaz émane de 10 États américains du nord-est qui se sont engagés à revenir d'ici 2014 aux niveaux de 1990, et à partir de là, à réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub> de 10% d'ici 2018. En 2006, la Californie a voté une loi exigeant une réduction de 25% de ses émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2020. De plus, l'Initiative des États de l'ouest, qui prend pour modèle celle des États de la côte Est, s'est fixé pour objectif de ramener d'ici 2020 les émissions régionales de 15% en dessous de ce qu'elles étaient en 2005.

## LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLANÉTAIRE SE POURSUIT AUX DÉPENS DES SYSTÈMES ÉCOLOGIQUES

Par Erik Assadourian

En 2007, on estimait la croissance du produit brut mondial (PBM) – le total mondial de tous les produits finis et des services – de 5,4%, pour atteindre \$ 74.3 billions (en dollars de 2007, sur une base de la parité du pouvoir d'achat). C'est moins que les estimations antérieures en raison, en particulier, de perturbations économiques sur le marché du logement aux Etats-Unis et de ses effets d'onde en Europe, au Japon et dans d'autres pays.

En 2007, on envisageait une croissance de 2,1% de l'économie américaine qui représente 19% du PBM, une croissance plus lente de près de 1% que celle de l'année précédente, faiblesse en grande partie due aux troubles liés au secteur des crédits hypothécaires à risques et à l'augmentation du prix de l'essence.

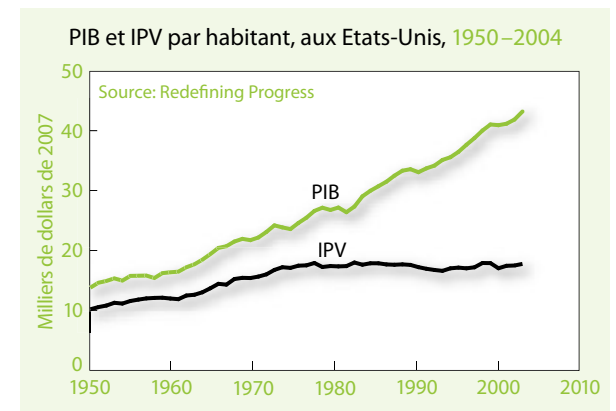
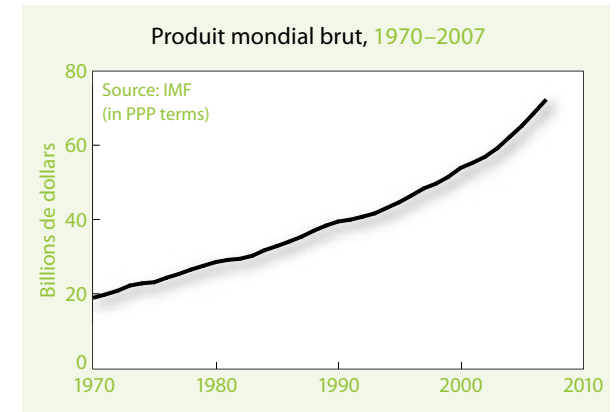
On estime que le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a cru de 11,7% en 2007 – mais au prix d'une inégalité sociale politiquement déstabilisante et

d'une pollution importante: seuls 560 millions des résidents urbains respirent un air considéré comme sain selon les normes de l'Union européenne, et la pollution de l'air et de l'eau ont provoqué de nombreux troubles sociaux.

L'économie de l'Union européenne représente aujourd'hui 21% du PBM et on a estimé que sa croissance en 2007 a été de 3,2%. Les estimations pour l'Inde font état d'une croissance de 9,1% en 2007, alors que la croissance prévue pour l'Afrique subsaharienne se situe à 6,1%.

Le PBM par habitant était prévu à \$ 10956 en 2007, soit une augmentation de 4,1% par rapport à 2006. Or le PBM ne reflète pas les disparités énormes du PIB par habitant. Par exemple, en termes de la parité du pouvoir d'achat, le PIB par habitant aux Etats-Unis est de \$ 44974 alors qu'en Chine le chiffre est de \$ 8780 et de \$ 4183 en Inde.

La croissance économique fait usage de ressources renouvelables de manière non soutenable; elle dégrade les terres cultivables, les pêcheries, les rivières et les forêts. Les sociétés risquent un affaiblissement significatif de l'économie mondiale si l'on ne répond pas à cet usage non durable des ressources. En outre, si rien n'est entrepris,



les changements climatiques pourraient réduire la croissance économique de 5 à 20% d'ici 2100. En fait un certain nombre d'analyses révèlent que si la dégradation économique était prise en compte dans le calcul, la véritable croissance serait très nettement moindre que celle mesurée par les indices du PBM et du PIB. En 2004, le gouvernement chinois a créé une mesure verte du PIB qui soustrait les coûts de la pollution aux évaluations traditionnelles du PIB. Les estimations réalisées selon ce nouveau mode de calcul établissent que la croissance aurait été pour cette année 2004 de 3,1% une fois ces charges déduites. En 2007, le gouvernement chinois a empêché la publication de son analyse pour l'année 2005 après avoir découvert que l'inclusion des coûts environnementaux aurait réduit la croissance à zéro dans certaines provinces.

Le PIB est une mesure défaillante du bien-être réel de l'économie, puisqu'il inclut toutes les dépenses comme positives, que l'argent soit dépensé sur des produits ou qu'il soit associé à la prévention de problèmes sociaux. L'ONG *Redefining Progress* a créé l'Indicateur du progrès véritable pour donner un meilleur indice du progrès économique en soustrayant la pollution et la dégradation des ressources, le crime ou d'autres indices économiques négatifs et en ajoutant les bénéfiques non mesurés, comme le travail volontaire et la garde des enfants par les parents. Selon l'analyse la plus récente, alors que le PIB américain par habitant a presque doublé depuis 1970, l'IPV a cru, lui, de 13% seulement.